



Candidature Région Basse-Normandie. Grandes lignes pour la Présidence de la Commission Arc Atlantique 2010-2012

Fabien MESCLIER
Secrétaire exécutif de la
Commission Arc Atlantique
Conférence des Régions Périphériques
Maritimes d'Europe
6, rue Saint-Martin
F - 35700 RENNES

Monsieur le Secrétaire exécutif,

En ma qualité de Président de la Région Basse-Normandie membre de la Commission Arc Atlantique, j'ai l'honneur de soumettre ma candidature à l'élection du nouveau président de la Commission Arc Atlantique qui se tiendra à Rennes le 17 juin prochain à l'occasion de notre Assemblée Générale annuelle.

Durant les deux dernières années, nous avons su impulser une nouvelle dynamique et replacer l'Arc Atlantique sur la scène communautaire en y associant tous les acteurs de cet espace. Nous pouvons nous réjouir d'avoir renforcé la visibilité du réseau à travers la définition de nouvelles bases: des objectifs ambitieux et des activités nouvelles. La création d'un poste de secrétaire exécutif a permis des avancées concrètes en matière de mise à l'agenda communautaire d'une stratégie intégrée atlantique. L'implication exceptionnelle des Régions membres espagnoles dans la promotion de nos travaux s'est également révélée un excellent tremplin politique auprès de l'actuelle Présidence de l'Union européenne.

Une première étape a ainsi été réalisée en lien avec la politique maritime intégrée européenne et se concrétisera à l'horizon 2011 à travers la publication d'une communication de la Commission européenne sur la stratégie maritime atlantique.

Désormais un portage politique actif d'une stratégie intégrée auprès de nos Etats membres, du Parlement européen et du Comité des Régions s'avère nécessaire. A l'occasion de l'Assemblée générale 2010, nous nous attacherons donc à défendre ensemble l'avenir de nos territoires dans la perspective des prochains débats sur l'avenir du budget communautaire et de la politique de cohésion post 2013.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire exécutif, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Laurent BEAUVAIS



Candidature Région Basse-Normandie. Grandes lignes pour la Présidence de la Commission Arc Atlantique 2010-2012

Maintien du fil rouge : « Gouvernance-Territorialité- Maritimité » :

Les actions entreprises avec tous les acteurs atlantiques depuis 2008 sur la cohésion territoriale, l'objectif 3 de coopération territoriale, les transports, la politique maritime intégrée en faveur de l'émergence d'une stratégie intégrée pour l'Arc Atlantique ont largement contribué à replacer cet espace au centre de l'agenda européen.

1. Intensifier la mise en œuvre de la politique maritime intégrée européenne dans le Bassin Atlantique

La Communication de la Commission européenne à paraître à l'horizon 2011 en matière de stratégie maritime est un aboutissement important qui traduit le renforcement de nos liens avec la Commission européenne mais également avec le Parlement européen.

L'océan constitue en premier lieu un atout pour le développement économique de l'espace Atlantique. Ainsi, qu'elles soient traditionnelles comme la pêche ou émergentes telle que les énergies marines renouvelables, une part non négligeable des activités atlantiques dépendent plus ou moins directement de la mer. Le littoral atlantique reste relativement préservé et est reconnu pour sa qualité de vie, gage d'attractivité. Cependant, ses côtes sont de plus en plus vulnérables et plusieurs facteurs en sont responsables : le réchauffement climatique, la destruction du littoral en raison de la pression foncière, la dégradation de l'environnement côtier par des pollutions accidentelles ou à base de pesticides, chimiques ou pétrolières.

Le caractère maritime de l'espace atlantique représente un véritable défi. Sans une action volontariste, les phénomènes liés au changement climatique vont entraîner un redéploiement des activités économiques au détriment des zones maritimes et une dégradation des écosystèmes marins. Le développement des activités liées à la mer doit donc se faire de manière coordonnée.

- Renforcer notre implication dans le groupe de travail Aquamarina de la CRPM piloté par la Région Bretagne et décliner les travaux de planification stratégique maritime au niveau du Bassin Atlantique notamment sur le recensement de données scientifiques.
- Créer un groupe de travail sur les énergies marines renouvelables piloté par la Cantabrie suite au succès du séminaire de Santander en avril 2010.
- Redéfinir les orientations du groupe de travail sur la réforme de la Politique Commune de la Pêche en lien avec le Comité Consultatif Régional Atlantique.

2. Positionner la Région Atlantique dans le futur de la politique régionale européenne

Deux grands chantiers s'ouvrent sur fonds de négociations budgétaires et de débats sur le futur de la politique de cohésion :

- Les réflexions sur les stratégies macrorégionales : face à la multiplication des propositions sur l'ensemble du territoire européen, la Commission Arc Atlantique doit avoir une approche stratégique (mobiliser les Etats) et pragmatique (proposer un nombre limité d'objectifs)
- Le futur de l'objectif de coopération territoriale : la Commission Arc Atlantique doit se mobiliser à la fois pour défendre la coopération territoriale et pour lui donner un caractère plus stratégique : meilleure coordination avec les politiques tant européennes que régionales et nationales.



Candidature Région Basse-Normandie. Grandes lignes pour la Présidence de la Commission Arc Atlantique 2010-2012

Johannes Hahn, commissaire en charge de la Politique régionale, fera ses propositions sur la future politique de cohésion de l'UE à l'automne 2010 en même temps que sera publié le 5e rapport sur la cohésion économique et sociale. Le commissaire souhaite articuler la politique de cohésion avec la stratégie EU 2020 (appelée à succéder à la Stratégie de Lisbonne).

- Assurer le prolongement de la stratégie maritime atlantique à travers la mise en œuvre territoriale d'une stratégie intégrée. Contribuer à la stratégie EU 2020 : une plus grande implication des autorités territoriales est nécessaire afin de donner du contenu à ces objectifs stratégiques et permettre une meilleure appropriation des priorités européennes par les citoyens.
- Définir les besoins de l'espace en matière de transport terrestre et maritime (développement des infrastructures portuaires, intermodalité, la réalisation de l'axe Nord/Sud du réseau transeuropéen de transport) : question prépondérante en raison du caractère périphérique de l'espace atlantique et du trafic en évolution croissante. Intégrer l'objectif « Londres 2012 » et le chantier sur le Grand Paris dans notre réflexion.

3. Développer un projet Atlantique de gouvernance

- Envisager la gouvernance maritime Atlantique à travers deux approches :
 - D'une part, appréhender l'Arc Atlantique dans sa globalité: l'objectif est d'identifier les problématiques qui ne pourront être traitées de manière efficace qu'à l'échelle transnationale.
 - D'autre part, une approche par «sous-bassins» maritimes afin d'identifier les spécificités de chacun d'eux mais en insistant bien sur le fait que le travail ne doit pas entraîner des divisions de cet espace mais servir à compléter l'approche globale.

- Définir les mécanismes d'une gouvernance territoriale efficace qui soit à la fois multisectorielle et multi-niveaux en formalisant des accords de partenariats qui préciseraient la nature de la coopération et permettraient d'avoir un suivi des travaux communs. Cela renforcerait nos échanges et nous assurerait une meilleure coordination avec les institutions européennes, les Etats membres et nos partenaires atlantiques.

- Replacer le citoyen au centre du projet atlantique comme bénéficiaire final. Dans le cadre du sous groupe de travail Aquamarina sur les formations maritimes, nous devons envisager sérieusement à l'échelle Atlantique la proposition de création d'un Erasmus maritime. Cette démarche permettrait notamment de renforcer les liens avec les universités et les centres de recherche.

→ Ces travaux pourront à moyen terme préparer la présidence irlandaise du Conseil de l'UE du premier semestre 2013.

La Basse-Normandie invite les régions membres à proposer de nouvelles activités sur 2010-2012 et à créer des groupes de travail ad-hoc sur des sujets d'envergure transnationale liés à l'actualité européenne.



CV – Laurent BEAUVAIS

Laurent Beauvais, né le 24 juin 1952 à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), est un homme politique français, actuel président du Conseil régional de Basse-Normandie et de la Communauté de communes du Pays d'Argentan¹.

Fils d'un père inséminateur partisan de Pierre Mendès France², il grandit à Évreux puis Mortrée près d'Argentan. Après des études secondaires au collège du Paty d'Argentan et au lycée Mézeray, et obtient une maîtrise ès-sciences économiques à l'université de Caen, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et d'un DEA d'économie à Paris Dauphine³.

Engagé à 21 ans au Parti socialiste, il entre au conseil municipal de Mortrée en 1977. Cette même année, après quelques mois à la DATAR, il entre à la Délégation générale de la recherche scientifique et technique. Il travaille aux côtés de Jean-Pierre Chevènement puis Laurent Fabius au ministère de la Recherche et de l'industrie³. Il entre au CNRS comme ingénieur de recherche, puis devient chef de cabinet du ministre socialiste de la Recherche, Hubert Curien, de juin 1988 à 1993².

En 1989, il ne se représente pas aux municipales à Mortrée pour participer à la conquête par la gauche d'Argentan sur la liste du ministre radical François Doubin, et devient adjoint au maire². Après les législatives de 1993, il retrouve le CNRS, comme directeur adjoint de l'IN2P3 de 1993 à 1997, et secrétaire général puis chargé de mission au GANIL à Caen, à partir de 1997¹.

Conseiller régional d'opposition en 1998, élu à la tête de la communauté de communes d'Argentan en 2001, il devient vice-président de la Région Basse-Normandie en 2004, chargé de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et de la Recherche, à la faveur de la victoire socialiste sous la direction de Philippe Duron¹.

Il est propulsé à la tête de la région, par la démission pour cumul de mandat de Philippe Duron, nouveau maire de Caen, après être devenu en novembre 2007 premier vice-président, en charge du développement économique, du commerce, de l'artisanat, de la recherche et de l'innovation, à cause du départ, pour les mêmes raisons, de Bernard Cazeneuve, élu député de la Manche. Il est alors le sixième président de l'institution régionale et premier Ornaï à cette fonction². Il est réélu le 26 mars 2010.

Laurent Beauvais a été délégué national du PS pour les questions d'innovation¹.

Élu au bureau de l'association des régions de France en avril 2010, il en préside la commission « Enseignement supérieur, Recherche et Innovation ».